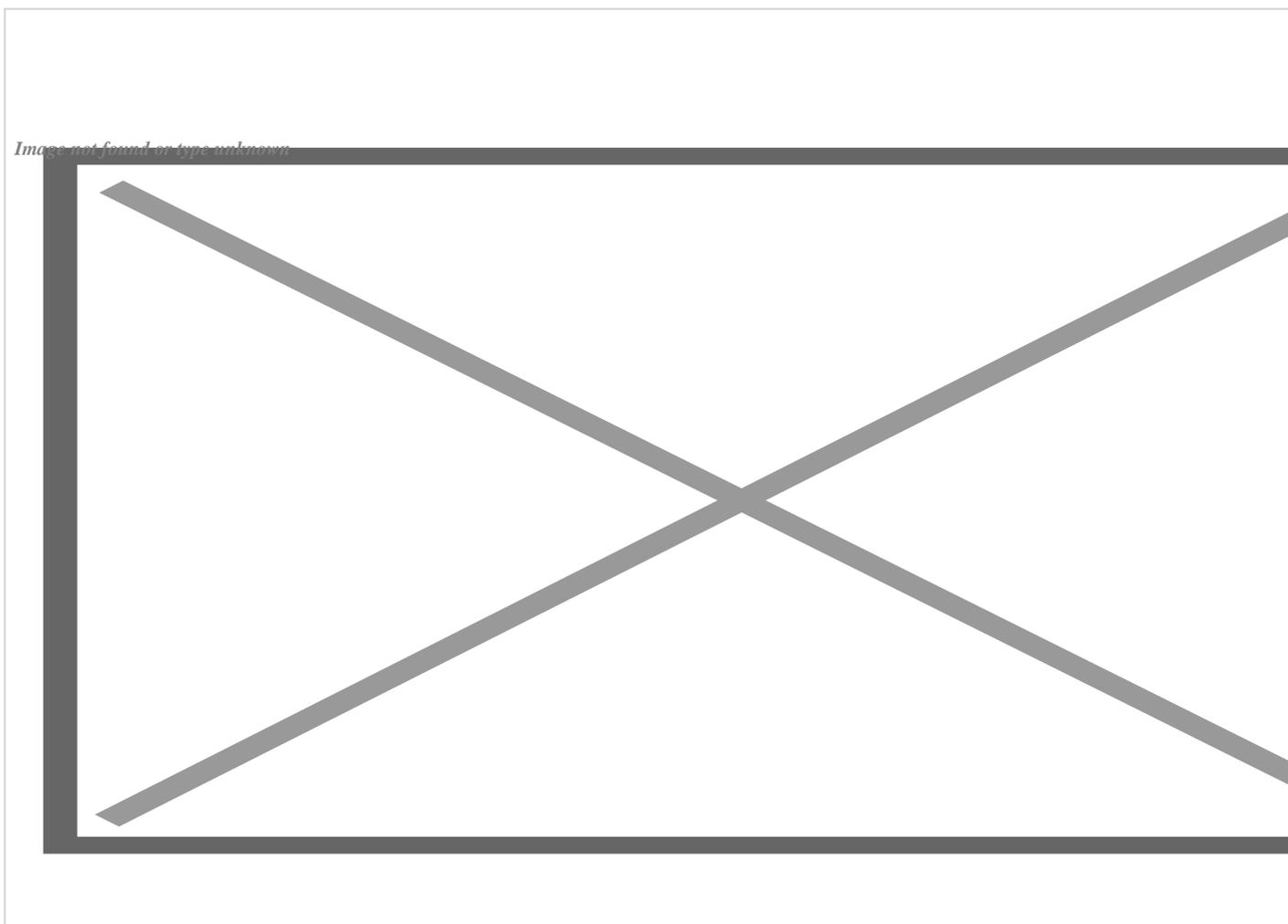


Le grand escroc



L'Office argentin de lutte contre la corruption a déposé une plainte contre l'ancien Président Mauricio Macri, qui aurait falsifié sa déclaration fiscale lors de son entrée en fonction afin de cacher une partie de ses actifs, ce qui pourrait également conduire au blanchiment d'argent et à l'évasion fiscale.

Le procureur Ramiro González a accepté le dossier qui fera l'objet d'une enquête en tant que délit d'"omission fiscale malveillante". Dans ce pays, ce délit est passible de deux ans de privation de liberté et d'interdiction à vie d'exercer des fonctions publiques.

Ainsi, si les faits sont avérés, cela signifierait la fin de la carrière politique de Macri, qui rêve toujours de se présenter aux prochaines élections présidentielles, bien que sa réputation soit pratiquement ternie.

Les faits remontent à 2013, lorsque la Société Agro G.S.A n'a pas déclaré l'augmentation de son capital social devant le Registre Public du Commerce, ainsi que l'identité du propriétaire de plus de cinq millions d'actions.

Le chef de l'Office Anti-corruption, Félix Crous, affirme que ces actions sont la propriété de Macri et que leur valeur, d'environ 570 mille dollars, a été déposée dans un contrat de fiducie créé par l'ancien chef de l'Etat en 2016 et qu'ils leur ont été restitués en 2020, ce qui constitue un délit d'enrichissement illicite.

De plus, ces actions étaient de genre préférentiel, ce qui permettait à leurs propriétaires d'avoir des bénéfices d'autres sociétés où ils avaient une participation, dont Latin Bio, spécialisée dans les biocarburants.

Mais ce n'est pas tout, car il s'avère que le seul détenteur d'Agro G.S.A. était précisément Mauricio Macri. Ce dernier recevait chaque année des dividendes de cette société, indépendamment de sa rentabilité.

Personne ne peut expliquer cette situation, mais les autres actionnaires en avaient connaissance et approuvaient ce comportement. Peut-être, ils étaient, nul ne le sait, des « prête-noms », appelés également hommes de paille.

Il est frappant, par exemple, que parmi les membres du conseil d'administration de Latin Bio se trouvaient l'ancien secrétaire du Bureau Juridique et Technique du gouvernement de Macri, Pablo Clusellas ; et Alejandro et Luz Braun Peña, cousins ?? de l'ancien directeur de son cabinet Marcos Peña, c'est-à-dire des figures très proches du Président.

Il y a de bonnes raisons de penser que Mauricio Macri a été un grand escroc. Il a utilisé ses compétences pour augmenter son capital lorsqu'il était président de l'Argentine, mais cela pourrait aujourd'hui l'envoyer en prison.

Selon la journaliste Stella Calloni l'ex-gouvernant est parti en Europe, appar

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/262396-le-grand-escroc>



Radio Habana Cuba